

# Eléments de cadrage de la mission



Prestation d'accompagnement des dispositions du SAGE Oudon :

E-41 = étude identification des haies intérêt eau E-42, E-43 = intégrer l'inventaire aux documents d'urbanisme...

 $\underline{\text{http://www.maine-et-loire.gouv.fr/IMG/pdf/2\_SAGE\_OUDON\_PAGD\_1\_.pdf}}$ 

Ce document est la propriété exclusive de la Chambre d'agriculture Pays de la Loire. eproduction et communication à un tiers après autorisation de la Chambre d'agriculture Pays de la Loire.

### Accompagnement disposition E-41

Identification des haies d'intérêt majeur pour l'eau.

# Préservation des sols = frein à l'érosion/aux ruissellements,

⇒ Haies ruptures de pentes, haies courbes de niveau, haies en travers de pente (perpendiculaires et obliques).

Préservation des milieux récepteurs = frein aux dérives, frein à l'érosion des lits (berges, fonds)

 $\Rightarrow$  Ripisylves.

Disposition E-41 – programme d'actions Inventorier les éléments stratégiques du bocage (talus, haies, bosquets) contre l'écoulement rapide des eaux et l'érosion des sols

En s'appuyant sur les études bocagères existantes, la C.L.E. réalise un inventaire et des préconisations sur les éléments du bocage (talus, haies, talus boisés, bosquets...) les plus stratégiques pour la gestion de l'eau, dans le but de réduire aussi bien la vitesse d'écoulement et d'infiltration que l'érosion des sols (et des produits phytosanitaires).

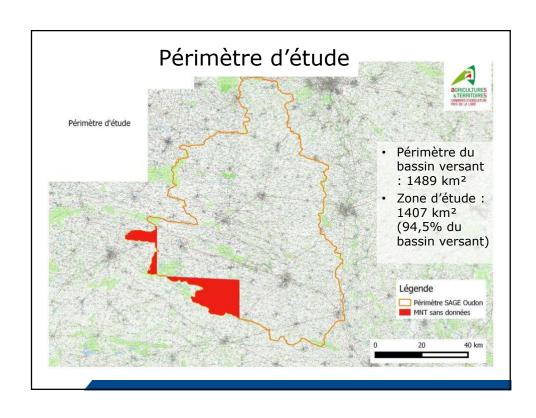
Elle fera des suggestions de mesures compensatoires en cas de réorganisation parcellaire (remaillage bocager), notamment selon la densité initiale en ml/ha¹ et les objectifs généraux du SAGE.

Cet inventaire et ses préconisations sont réalisés en concertation avec les communes ou leur groupement, dans un délai de 3 ans après la publication du S.A.G.E.

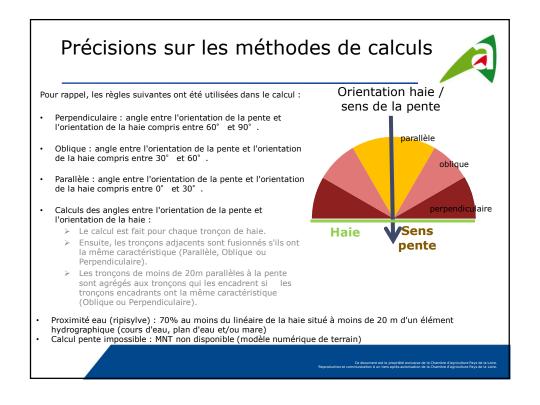
La C.L.E. met à disposition les données, sous réserve de l'accord des collectivités détentrices de l'information, par le biais du site Internet et du Système d'Information Géographique de la C.L.E. dans un délai de 3 ans.

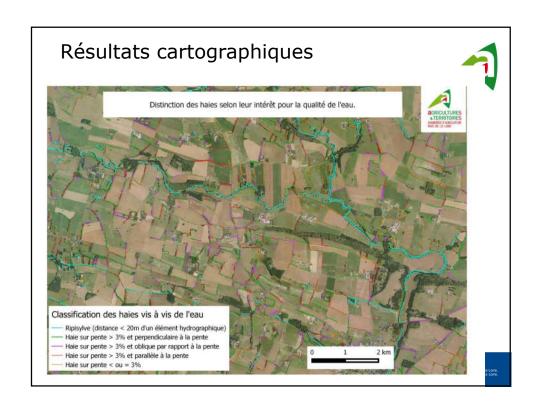
### PRINCIPAUX ACTEURS CONCERNÉS:

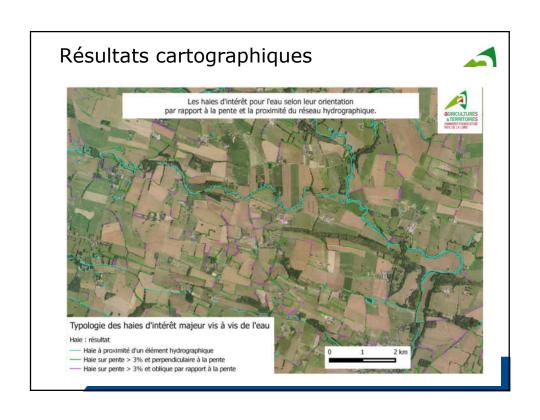
C.L.E., communes ou leurs groupements, Chambres d'agriculture, organisations agricoles, propriétaires fonciers ou occupants, conseils généraux, Fédération Régionale de la Chasse des Pays de la Loire.



# Les données mobilisées Données brutes, critères: Homogènes sur tout le BV, Mobilisables facilement, Décrites. Données brutes, sources: Plans d'eau: inventaire plans d'eau par SBO, Cours d'eau: BD Carthage, Haies: inventaire IFN (2009-2012). Modèle Numérique de Terrain (Résolution: pas de 5m) Ex. de MNT: carte non contractuelle







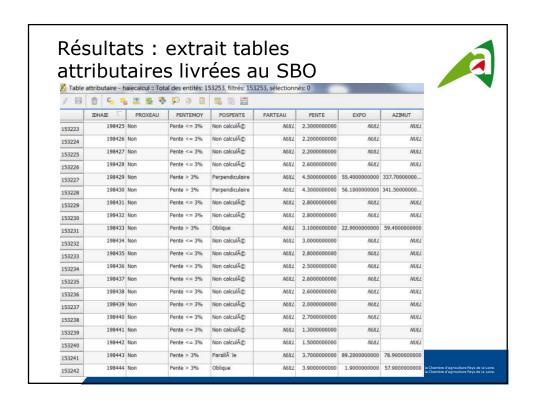
## Résultats en chiffres

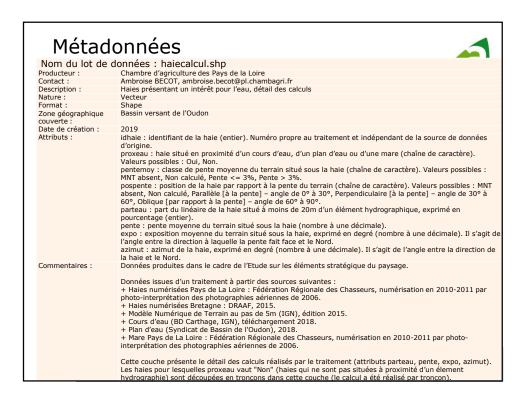


Catégorie	km	Part du réseau de haies (valeur arrondie à 1 %)
Proximité eau	1002	12%
Calcul pente impossible	632	8%
Pente <= 3%	3101	38%
Parallèle	939	12%
Oblique	915	11%
Perpendiculaire	1565	19%
Total	8153	100%
Total haie intérêt eau	3481	43%

Densité moyenne de haies sur le bassin-versant : 55m/ha

Ce document est la propriété exclusive de la Chambre d'agriculture Pays de la Loi tennoduction et communication à un tiers après autorisation de la Chambre d'agriculture Pays de la Loi





### Métadonnées Nom du lot de données : haieresultat.shp Chambre d'agriculture des Pays de la Loire Producteur: Contact : Ambroise BECOT, ambroise.becot@pl.chambagri.fr Description: Haies présentant un intérêt pour l'eau Nature Vecteur Format : Shape Zone géographique couverte : Bassin versant de l'Oudon Date de création : 2019 idhaie : identifiant de la haie (entier). Numéro propre au traitement et indépendant de la source de données d'origine. Attributs: proxeau : haie situé en proximité d'un cours d'eau, d'un plan d'eau ou d'une mare (chaîne de caractère). Valeurs possibles : Oui, Non. pentemoy : classe de pente moyenne du terrain situé sous la haie (chaîne de caractère). Valeurs possibles : MNT absent, Non calculé, Pente <= 3%, Pente > 3%. pospente : position de la haie par rapport à la pente du terrain (chaîne de caractère). Valeurs possibles : MNT absent, Non calculé, Parallèle [à la pente], Perpendiculaire [à la pente], Oblique [par rapport à la pente]. Données produites dans le cadre de l'Etude sur les éléments stratégique du Commentaires : Données issues d'un traitement à partir des sources suivantes : + Haies numérisées Pays de La Loire : Fédération Régionale des Chasseurs, numérisation en 2010-2011 par photo-interprétation des photographies aériennes de 2006. + Haies numérisées Bretagne : DRAAF, 2015. + Modèle Numérique de Terrain au pas de 5m (IGN), édition 2015. + Cours d'eau (BD Carthage, IGN), téléchargement 2018. + Plan d'eau (Syndicat de Bassin de l'Oudon), 2018. + Mare Pays de La Loire : Fédération Régionale des Chasseurs, numérisation en 2010-2011 par photo-interprétation des photographies aériennes de 2006.

### Accompagnement disposition E-42

Concertation sur l'accompagnement des dispositions E-42 & E-43 du SAGE

Disposition de mise en compatibilité E-42 Intégrer l'inventaire des éléments stratégiques du bocage dans les documents d'urbanisme

Les Schémas de Cohérence Territoriale (S.C.O.T.) et les documents d'urbanisme (P.L.U.<sup>3</sup>, carte communale) doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les objectifs de protection des talus et des haies inventoriés dans le S.A.G.E.

Afin d'assurer cette mise en compatibilité, les communes et/ou E.P.C.L.? compétents pourront intégrer des dispositions de protection des talus et des haies dans leurs documents d'urbanisme, tels que les dispositifs suivants :

« Autorisation en mairie de travaux sur talus (modification du profil du tracé, dessouchage,...) au titre de l'article L.442-2 et suivants du Code de l'urbanisme);

« Trame identifiée à maintenir au titre de la « Loi Paysages »;

« Interdiction de défrichement » (notamment en bord de cours d'eau);

Interaction de defrichement » (notamment en bord de cours d'eau);
 Espace boisé classé » au titre de l'article I. 130-1 et suivant du Code de l'urbanisme;
 Plan de gestion de la haie » (lorsque cette notion sera en vigueur au plan national).

Dans tous les documents d'urbanisme, les orien-tations relatives à l'occupation du sol devont faire en sorte que les restructurations foncières n'entrainent pas la petré de la fonctionnalité by-draulique du maillage bocager existant grâce à des mesures compensatoires.

De plus, les communes, E.P.C.I. et organismes in-tervenants (Conseils généraux, Chambres d'agri-culture...) sont invités à initier ou accompagner des actions de sensibilisation sur les techniques douces d'entretien du bocage (solon les espèces, éviter les coupes à blanc, développement de fi-lières bois-énergie...) et de valorisation du bois (énergie, paillage...).

### PRINCIPAUX ACTEURS CONCERNÉS:

CL.E., communes ou leurs groupements, pro-priétaires fonciers ou occupants, Chambres d'agriculture, organisations agricoles.

Protéger et implanter des talus et haies anti-ruissellement

Les programmes d'actions Directive Nitrates, ainsi Les programmes d'actions Directive Nitrates, ainsi que les programmes d'actions associés aux aires d'alimentation de captages en eau potable définis par les services de l'Etat divier être compatibles ou mis en compatibilité dans un délai de 2 ans à compter de la publication du SAG.E, avec les objectifs de réduction des transferts de pollutions en direction des cours d'eau, les phénomènes d' d'eutrophisation, de l'impact du ruissellement de seaux lors des périodes orageuses et lors des périodes de crues, et de l'érosion des sols.

Cette mise en compatibilité pourra notamment

Cette mise en compatibilité pourra notamment se traduire par .

« l'interdiction de destruction de haies sur talus, perpendiculaires au sens des pentes et stratégques vis-à-vis de la limitation des ruissellements, sauf éats asnitiure dégradé et à défaut de meaures compensatoires dadpulées (reconstruction de linéaires équivalents de talus/haies ayant les mêmes fonctions);

« la plantation de haies sur talus perpendiculaires au sens des pentes, des que les conditions techniques le permettent.

De plus, les communes, E.P.C.I. et organismes in-tervenants (Conseils généraux, Chambres d'agri-culture, ...) sont invités à initier et accompagner des actions de sensibilisation sur le techniques douces d'entretien du bocage (selon les espèces, éviter les coupes à blanc, développement de filière bois-énergie...) et de valorisation du bois (énergie, paillage,...).

PRINCIPAUX ACTEURS CONCERNÉS:
C.L.E., communes ou leurs groupements, propriétaires fonciers ou occupants, Chambres d'agriculture, organisations agricoles.

# Préambule



Validation et appropriation des linéaires de haies : recommandations du service aménagement de la CAPdL quant à la valorisation et reprise de l'inventaire dans les documents d'urbanisme.

- Les données de référence utilisées ont été choisies pour leur homogénéité sur l'ensemble du bassin-versant de l'Oudon pour en faciliter l'interprétation. Elles présentent cependant certaines limites : il s'agit de haies identifiées par photo-interprétation sur des prises de vue remontant environ à 2006-2009 (cela peut varier selon les secteurs). Si les données restent contemporaines, elles datent un peu malgré tout considérant que le paysage est assez évolutif. Par ailleurs, le travail de photo-interprétation montre des limites avec des marges d'erreur sur certains types de formations ligneuses (alignements denses, haies basses et étroites notamment).
- Il convient donc d'utiliser ce travail à titre de pré-localisation. Il présente l'intérêt de cibler entre 40 et 50% des haies selon les territoires du bassin de l'Oudon pour leur rôle majeur vis-à-vis de la qualité de l'eau.
- Il est recommandé d'animer des séances de travail cartographique avec des groupes d'acteurs locaux (agriculteurs, chasseurs, randonneurs...) pour confirmer l'existence des haies prélocalisées. Au-delà de la validation des linéaires, ce travail permet une appropriation du sujet par les acteurs locaux, en particulier les agriculteurs qui sont les premiers gestionnaires du paysage rural. Il revêt donc une dimension pédagogique essentielle.
- Ce préalable nécessaire étant mis en œuvre, la trame bocagère validée pourra être reportée sur le règlement graphique du document d'urbanisme.

# Préconisations de la CAPdL concernant les PLU, PLUi



- L'article L 151- 23 du code de l'urbanisme apparaît l'outil le mieux adapté pour intégrer des haies dans un PLU ou PLUi. En effet, il permet d'identifier précisément des linéaires de haies sur le règlement graphique (plan de zonage) du PLU et de définir des prescriptions de nature à assurer leur préservation. Il soumet toute évolution des haies identifiées à l'obligation d'une déclaration préalable auprès de la collectivité compétente en matière d'urbanisme au titre de l'article R 421-3 du code de l'urbanisme. Il permet d'autoriser des suppressions d'éléments identifiés sous conditions précisées dans le règlement écrit du PLU.
- En l'espèce, la traduction réglementaire devra intégrer l'objectif de préservation des fonctionnalités hydrauliques à la fois par une trame spécifique sur le règlement graphique et une écriture réglementaire adaptée dans le règlement écrit. Les cas de suppression sans déplacement de haies sont directement repris de la disposition BCAE 7 précitée.
- Proposition d'écriture réglementaire à inscrire dans les dispositions générales applicables à toutes les zones :
  - « Les haies identifiées sur le règlement graphique au motif de leur intérêt hydraulique, au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme devront faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de la collectivité en cas de suppression.
  - > Il importe que la fonctionnalité hydraulique de la trame bocagère soit préservée dans le temps sans pour autant figer toutes les haies dans leur état actuel.
  - Ainsi des suppressions ponctuelles des haies identifiées seront autorisées pour des raisons sanitaires ou de défense contre les incendies (décision administrative), des ouvertures d'accès dans la limite de 10 mètres de large, des besoins liés à la création ou l'agrandissement de bâtiments d'exploitation agricole, la réhabilitation d'un fossé dans un objectif de rétablissement d'une circulation hydraulique, des travaux déclarés d'utilité publique et une opération d'aménagement foncier liée à des travaux déclarés d'utilité publique.
  - D'autres travaux et aménagements nécessitant des suppressions ponctuelles des haies identifiées, tels que les aménagements du parcellaire agricole, pourront être autorisés sous réserve d'une replantation d'un linéaire équivalent dans un lieu où la replantation de haies permettra d'assurer à terme une fonctionnalité hydraulique. »

### Préconisations de la CAPdL concernant les Cartes Communales



Si la carte communale ne dispose pas de règlement écrit spécifique, elle peut reporter l'inventaire réalisé et validé sur son plan en application de l'article L 111-22 du code de l'urbanisme après délibération du conseil municipal et enquête publique à laquelle sera versée le dossier incluant le rapport d'inventaire et sa justification ainsi que le plan sur lequel les haies identifiées auront été reportées.

Les travaux induisant une suppression d'une haie identifiée seront soumis à déclaration préalable auprès de la commune au titre de l'article R 421-23 du code de l'urbanisme.

En l'absence de règlement spécifique et en toute cohérence, il conviendra que la délibération municipale reprenne les modalités de compensation proposées dans le cadre des PLU.

Ce document est la propriété exclusive de la Chambre d'agriculture Pays de la Loire. Reproduction et communication à un tiers après autorisation de la Chambre d'agriculture Pays de la Loire.

# Recommandation pour un suivi communal opérationnel



Il serait utile de mettre en place une commission d'élus dédiée à la gestion de la trame bocagère et aux arbitrages nécessaires suite notamment à des demandes de suppression de haies.

Dans les conditions précisées précédemment cette commission autoriserait une suppression de haies sous réserve d'une replantation dans un lieu adapté, elle pourrait subordonner cette autorisation à l'obligation du recours par le demandeur à un accompagnement technique par un organisme agrée afin de s'assurer de la fonctionnalité hydraulique du projet de replantation.

Ce document est la propriété exclusive de la Chambre d'agriculture Pays de la Loire Reproduction et communication à un tiers après autorisation de la Chambre d'agriculture Pays de la Loire